

CSE du 30 octobre 2025

Consultation sur la politique sociale

En 2025, un optimisme de façade déconnecté des réalités!

La CFE-CGC Métiers de l'Emploi vote contre la note de politique sociale 2024, dénonçant un optimisme de façade déconnecté de la réalité vécue par les collaborateurs. La Direction Générale présente une vision enjolivée de la situation sociale, alors que le terrain montre une dégradation des conditions de travail et une logique budgétaire prenant le pas sur l'humain.

Un discours officiel en décalage avec la réalité

Au National, la Direction se félicite d'une « transformation réussie » et d'une « amélioration de la qualité de vie au travail ».

Or, pour la CFE-CGC, ces affirmations ne correspondent pas à la situation observée :

- Les collaborateurs subissent une hausse de la charge de travail.
- Les réorganisations créent une instabilité structurelle.
- L'équilibre affiché entre performance sociale et opérationnelle n'est qu'un trompe-l'œil.

Le plan d'efficience : priorité au budget, oubli de l'humain

La CFE CGC critique le plan d'efficience qui prévoit le redéploiement de 3 700 ETP d'ici 2027, dont 600 dans les fonctions supports, sans méthode claire d'évaluation des impacts.

Cette démarche est jugée purement financière, contraire à la mission de service public, et néfaste pour la santé des agents comme pour la qualité du service rendu.

L'innovation technologique : une fausse simplification

L'introduction de l'intelligence artificielle et de l'automatisation, censée libérer du temps, a en réalité complexifié les métiers.

Les conseillers doivent acquérir de nouvelles compétences sans bénéficier de formations suffisantes, créant un écart entre les ambitions affichées et les moyens disponibles.

Un optimisme contredit par la réalité budgétaire

Les restrictions financières (réduction de 2,5 milliards d'euros et suppression de 515 ETP à France Travail) contredisent la rhétorique d'un renforcement social. La CFE-CGC dénonce un double discours : communication positive d'un côté, austérité concrète de l'autre.

En conclusion la CFE-CGC refuse de cautionner une politique qui privilégie les indicateurs économiques au détriment du bien-être de l'ensemble des collaborateurs. Elle appelle la Direction à toujours plus écouter les retours du terrain, à rééquilibrer la politique entre performance budgétaire et qualité de vie au travail, et à réhumaniser la transformation en cours.